

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA MARNE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement

REIMS, le

- 2 NOV. 2011

Unité territoriale de la Marne

Nos Réf. : SMi DUDL n° D II 2011 838/APC-NRR/MED
dominique.loisil@developpement-durable.gouv.fr
Tél : 03.26.77.33.50 – Fax : 03.26.97.81.30
Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement
Société REMIVAL

RAPPORT D'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES
Visites d'inspection ponctuelles

Dates des visites d'inspection : 3, 4, 6 et 12 juillet 2011

Etablissement visité : Société RÉMIVAL
Chemin du Moulin de Villy
51100 Reims

Activité : Incinération de déchets ménagers

Personne(s) rencontrée(s) / fonction(s) :
Monsieur Roussel, Directeur d'agence et responsable de l'exploitation
Madame Ipinazar, Responsable d'usine

Inspecteurs des installations classées :
Dominique Loisil
Mathieu Riquart

Pièces jointes :

- annexe 1. Schéma d'implantation des installations (extrait de la demande d'autorisation)
- annexe 2. Comptes-rendus des visites d'inspection avec les fiches de constats
- annexe 3. Courrier de réponse de l'exploitant en date du 26 juillet 2011
- annexe 4. Localisation des investigations sur les retombées atmosphériques
- annexe 5. Description de l'exploitation (extrait de la demande d'autorisation)
- annexe 6. Projet d'arrêté complémentaire
- annexe 7. Procès-verbal d'infractions
- annexe 8. Projet d'arrêté de mise en demeure

La DREAL Champagne-Ardenne est
certifiée ISO 9001



Horaires d'ouverture : 8 h 30-12 h 00 / 13 h 30-17 h 00
Tél : 03.26.77.33.50 – Fax : 03.26.97.81.30
10 Rue Clément Ader – BP 177
51685 REIMS Cedex

I – PRESENTATION SUCCINCTE DES INSTALLATIONS INSPECTEES

Cette usine d'incinération de déchets ménagers et assimilés est exploitée par la société RÉMIVAL (Groupe VEOLIA) sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 mai 2004 modifié.

Il s'agit d'une unité de valorisation énergétique de déchets d'une capacité de 13 t/h et 104 000 t/an.

Les installations inspectées concernent les zones affectées par l'incendie du 3 juillet 2011.

Un schéma joint en annexe 1 précise l'implantation du site et la localisation de l'incendie.

II – OBJET DES VISITES D'INSPECTION

Ces visites d'inspection font suite à l'incendie qui s'est déclaré le 3 juillet 2011 et qui a ravagé le hall de déchargement des déchets.

Certaines des prescriptions techniques examinées, ainsi que les résultats des vérifications figurent dans les comptes-rendus des visites d'inspection joints en annexes 2 et 2bis et qui ont été transmis à l'exploitant. Les réponses apportées aux constats de la part de l'exploitant ont fait l'objet d'un courrier en date du 26 juillet 2011 joint en annexe 3.

Parallèlement, dans le cadre de mesures d'urgence prises en application de l'article L 512-20 du code de l'environnement, monsieur le préfet a, par arrêté préfectoral du 11 juillet 2011, encadré la gestion des conséquences de l'incendie. Cet arrêté prévoit :

- la mise en sécurité du site ;
- la réalisation d'un suivi de la qualité de l'air ambiant autour du site ;
- la fourniture d'une évaluation de l'impact des retombées atmosphériques ;
- la remise d'un rapport d'incident.

Par transmission du 13 septembre 2011, l'exploitant a fourni un rapport sur la gestion de l'incendie et de ses conséquences ainsi que sur les réflexions susceptibles de renforcer la sécurité des installations. Il comporte le rapport remis par Antea pour ce qui concerne les analyses des sols et végétaux ainsi que celui de l'association Atmo Champagne-Ardenne qui a procédé à la surveillance de la qualité de l'air.

Le présent rapport fait la synthèse de l'ensemble des éléments recueillis et précise les suites que l'inspection des classées estime nécessaire de donner.

III – DESCRIPTION DE L'INCIDENT

Le 3 juillet 2011 vers 21 h, un incendie s'est déclaré dans le hall de réception des déchets de l'usine d'incinération. Ce hall comprend une zone réservée aux manœuvres des véhicules de collecte (zone 2 selon le schéma de l'annexe 1) ainsi qu'une fosse de réception des déchets (zone 3) à laquelle est associée une fosse de transfert des déchets (zone 4). L'incendie a embrasé un tas représentant environ mille tonnes d'ordures ménagères stockées en attente de traitement. Sa localisation est précisée sur le schéma de l'annexe 1. Tout indique un développement d'une rapidité inexpliquée de cet incendie qui n'a pas permis, aux dires de l'exploitant, de maîtriser le feu en interne malgré l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie propres au site et constitués notamment par deux canons à eau disposés de part et d'autre des fosses à déchets.

D'épaisses fumées issues de la combustion des déchets ont été émises en grosse quantité depuis le début de l'incendie jusque dans la matinée du lundi 4 juillet. Les émissions de fumées se sont poursuivies par la suite en moindre quantité compte tenu de la maîtrise de l'incendie par les services d'intervention. Ceux-ci ont mobilisé jusqu'à 65 pompiers venant des casernes de Reims, Epernay, Châlons-en-Champagne et Fismes.

La circulation à proximité des lieux a été perturbée avec la fermeture des accès au site et des limitations d'usage de voies sur la traversée urbaine de Reims ainsi que sur la N244 (Reims-Charleville), passant à proximité immédiate.

L'action des pompiers a permis de sauvegarder le mur coupe-feu séparant le hall de réception des autres équipements de l'unité, dont en particulier les fours et les installations de production de vapeur.

L'incendie s'est donc limité au hall de réception dont la fosse est équipée d'un pont roulant destiné à la manipulation des déchets à l'aide d'un grappin. Ces équipements doivent être remplacés et la réparation de cette partie de l'usine avec notamment le remplacement d'une partie de la structure métallique nécessiteront plusieurs mois de travaux. L'exploitant évoque une remise en route durant la première quinzaine du mois de janvier 2012.

Pour la gestion de cet incendie et de ses conséquences, une cellule de crise a été mise en place par la préfecture. Elle associe des représentants des services de l'Etat (services d'intervention, Agence Régionale de Santé, inspection des installations classées), de la Communauté d'Agglomération de Reims et de la société RÉMIVAL. Elle s'est réunie sur le site dès

le lundi 4 juillet au matin, ainsi que le mercredi 6 juillet. D'autres réunions de travail ont été nécessaires afin de suivre les conséquences de cet incendie. Elles concernaient :

- la gestion de l'élimination des déchets ménagers de la CAR durant la période d'indisponibilité de l'incinérateur. Le flux de déchets traités par RÉMIVAL représente 250 t/j en moyenne devant être pris en charge par les autres installations d'élimination (Incinérateur et centre de stockage). Deux arrêtés préfectoraux dits d'urgence ont été pris le 11 juillet 2011 en application de l'article L 512-20 précité. L'un a permis l'admission d'une partie des déchets sur le centre de stockage de déchets ménagers et assimilés de la société Onyx à Beine Nauroy. L'autre a donné la possibilité d'augmenter la capacité de prise en charge de déchets par le centre de transfert exploité par la société Auréade à Camay-lès-Reims. Ces aspects ne font pas l'objet du présent rapport.
- l'évaluation des impacts environnementaux présentée ci-dessous.

Cet incendie n'a pas fait de victime. Aucune mesure de chômage n'est envisagée.

IV – IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX

IV-1 Mise en place d'une surveillance environnementale

Compte tenu de l'orientation des vents, le panache des fumées issues de l'incendie s'est développé dans le secteur des communes de Comontreuil et de Talisy. Le plan joint en annexe 4 situe ce secteur. Les contrôles effectués dans la nuit du dimanche 3 au lundi 4 juillet par les pompiers ont montré que les teneurs en monoxyde de carbone (CO) étaient acceptables mais que des odeurs étaient perceptibles. Compte tenu de la possibilité de trouver, dans les retombées atmosphériques, des polluants indésirables voire toxiques (métaux lourds, dioxines, ...), il a été demandé à l'exploitant de rechercher de tels polluants dans les sols et dans les végétaux à partir de prélèvements. Il a été convenu que cette recherche s'effectuerait dans un rayon de 3 km autour du site et dans la zone située sous les vents. Un protocole a ainsi été établi par l'exploitant en vue d'évaluer les conséquences des retombées atmosphériques. Ce protocole a pris en compte l'orientation des vents au moment de l'incendie ainsi que la présence de végétaux destinés à l'alimentation humaine (cultures maraîchères) ou animale (luzerne, céréales, ...). Le plan de l'annexe 4 localise les différents points de prélèvements. Pour la conduite de ces investigations, les éléments du guide sur la gestion post-accidentelle établi par le ministère en charge de l'environnement ont été pris en compte.

Une surveillance de la qualité de l'air a par ailleurs été mise en place avec l'aide du réseau de mesure de la qualité de l'air géré par l'association Atmo Champagne-Ardenne. Elle était destinée à obtenir, dès le 4 juillet, des indications sur l'état de la qualité de l'air concernant notamment les polluants suivants : poussières, métaux lourds, HAP, dioxines et furannes. Les premières indications fournies le 13 juillet concernant les COV (composés organiques volatils), et plus précisément la nature de ces COV, ont révélé la présence de polluants caractéristiques d'une combustion de matières plastiques. Dès lors, un lien tangible était établi entre l'incendie survenu le 3 juillet et la présence marquée de polluants dans l'atmosphère. Considérant que les ordures ménagères contiennent ordinairement l'ensemble des familles de polymères dont les chlorés, les recherches de dioxines, furannes et de PCB Dioxin Like dans les retombées, précédemment décrites, se justifiaient pleinement, de même que les mesures de précaution d'ordre sanitaire correspondantes (lavage des fruits et légumes avant consommation, nettoyage des sols préférentiellement par voie humide, pour éviter les réenvois de poussières, ...). Cette situation a conduit à la signature, le 15 juillet 2011, d'un arrêté de mesures d'urgence proposé par la DRAAF, imposant des restrictions sur l'usage des cultures et récoltes agricoles.

IV-2 Résultats des mesures de surveillance environnementale

Dans le cadre du dispositif de contrôle et de surveillance qui lui a été imposé, l'exploitant a réalisé dans un premier temps 15 prélèvements de sols et 6 prélèvements de légumes et végétaux.

Les résultats d'analyse obtenus ont révélé, pour chacun des polluants recherchés, des concentrations inférieures aux valeurs de référence. En particulier, tous les prélèvements effectués sur des végétaux destinés à l'alimentation animale ont révélé des concentrations inférieures aux limites réglementaires. Ce constat a conduit à la levée, le 26 juillet 2011, des mesures d'urgence imposant des restrictions sur l'usage des cultures et récoltes agricoles, qui avaient été imposées le 15 juillet. Seules des concentrations relativement élevées en plomb, cadmium et dans une moindre mesure en arsenic ont été relevées sur un prélèvement de salade. Ce dernier constat a conduit à de nouveaux prélèvements de végétaux afin de lever les doutes subsistants sur la représentativité des résultats obtenus. Les résultats d'analyse sur ces nouveaux prélèvements sont apparus satisfaisants, tous les polluants mesurés étant à des niveaux faibles. En particulier, toutes les concentrations mesurées en plomb, cadmium et arsenic se sont avérées sans commune mesure avec ce qui avait été constaté sur le prélèvement suscitant des interrogations. Compte tenu de ces derniers résultats, l'origine de l'imprégnation de la salade en cause est considérée comme devant être reliée à une source différente de l'incendie de l'incinérateur RÉMIVAL (amendement agricole, eau utilisée pour l'arrosage, ...).

La surveillance de la qualité de l'air réalisée par Atmo Champagne-Ardenne montre que l'impact de l'incendie de RÈMIVAL dans la zone située sous les vents apparaît très limité. En effet, les valeurs mesurées sont situées globalement à l'intérieur des fourchettes de valeurs habituellement observées en milieu urbain dans des conditions normales. Seul un impact modéré en cuivre a été ponctuellement relevé sur le secteur de Talisy, sans dépassement toutefois des valeurs habituellement rencontrées autour des UIOM.

Dans ces circonstances, l'inspection des installations classées estime que cet incendie n'a pas eu de conséquence significative susceptible de conduire à des mesures particulières de sauvegarde de la qualité environnementale.

V – CONFORMITE DES INSTALLATIONS

Sur la base des constatations effectuées lors des différentes visites d'inspection ayant donné lieu aux comptes-rendus repris en annexes 2 et 2 bis, des réponses de l'exploitant, jointes en annexe 3 et des éléments d'appréciation donnés dans le rapport d'incident remis par l'exploitant le 13 septembre 2011, l'inspection des installations classées fait l'analyse des situations abordées ci-après.

V-1 Configuration de l'incendie

L'exploitant n'a pas déterminé les causes de l'incendie. Il indique avoir porté plainte après avoir découvert une ouverture dans le grillage coiffant la clôture du site.

L'incendie s'est développé sur l'ensemble du tas de déchets représentant un volume d'environ 1000 l d'ordures ménagères.

Lors de l'intervention, il a été noté une cinétique inexpliquée du développement de l'incendie. Pour autant, il y a lieu de noter que la géométrie du tas de déchets qui s'élevait jusqu'à une hauteur de 8 m au dessus du sol de la zone de manœuvre soit à environ 17 m du fond de la fosse de stockage de déchets, a favorisé un embrasement généralisé. En effet, la configuration verticale du tas a facilité la progression du feu du fait de la présence de déchets exposés directement aux flammes sous-jacentes. Dans une situation inverse, l'absence de dénivelé aurait conduit à une progression horizontale et donc a priori, plus lente du feu par inflammation liée aux seuls flux thermiques et non par contact direct des flammes.

Du point de vue de l'inspection des installations classées, cette configuration particulière de la mise en tas d'une importante quantité de déchets est de nature à expliquer, au moins en partie, la cinétique rapide de cet incendie. L'exploitant explique que cette mise en tas permet de libérer la partie de fosse devant être utilisée dès le lundi matin suivant pour la réception des déchets collectés en matinée. Cependant, il y a lieu de relever que la quantité ainsi stockée représente environ 4 jours de collecte que l'exploitant estime être de 250 t/j en moyenne. Les conditions d'exploitation décrites par l'exploitant dans son dossier du 24 juin 2003 destiné à la mise à jour de son autorisation pour la prise en compte des évolutions réglementaires issues de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux, précise que « les déchets sont traités au fur et à mesure ». L'inspection des installations considère que la quantité de déchets présente a eu un rôle, au moins indirect, dans les conséquences de l'incendie. Dès lors, il convient de formaliser dans l'autorisation les conditions prévues par l'exploitant pour un fonctionnement normal et de nature à limiter la quantité de déchets en stock. Ainsi, il est proposé de fixer à 500 tonnes la quantité maximale de déchets pouvant être présente dans les fosses de réception et de transfert. Elle correspond à l'admission de 2 jours de collecte et n'est donc pas de nature à engendrer de contraintes sur la gestion de la collecte. Par contre, en cas d'indisponibilité de l'incinérateur, elle aura pour conséquence d'orienter vers les autres installations d'élimination (incinération ou mise en centre de stockage) les déchets sans constitution d'un stock sur le site. Le projet d'arrêté de l'annexe 6 reprend cette limitation.

Le tas de déchets, objet de l'incendie, a été constitué sur la partie Est du hall de réception et disposé à cheval sur la fosse de réception (zone 4 et partie Est de la zone 3) et l'aire de manœuvre des véhicules (partie Est de la zone 2). L'annexe 1 localise l'implantation du tas de déchets. Ce tas prenait appui sur le bardage de la façade Est du hall.

L'inspection des installations classées note que la zone 2 constitue l'aire de manœuvre des véhicules de collecte afin de procéder au déchargement des déchets dans la fosse de réception (zone 3) pour une reprise dans la fosse de transfert avant incinération (zone 4). L'utilisation des différentes zones a été décrite de la sorte dans le dossier de demande d'autorisation. Les extraits constitués par les annexes 1 et 5 ci-jointes, établissent cet usage. Les dispositions de l'article 2.1.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 mai 2004 précité reprennent cette caractéristique en prescrivant que « les déchets destinés à être incinérés doivent être déchargés dès leur arrivée dans une fosse étanche ».

Les modalités de stockage des déchets en dehors des fosses à déchets, ne sont donc en conformité ni avec les

éléments du dossier de demande d'autorisation, ni avec les prescriptions de l'autorisation. Des suites pénales doivent en conséquence être engagées pour contravention aux dispositions de l'article 2.1.3 précité ainsi que celles de l'article 1.3 prévoyant que « les installations et leurs annexes doivent être implantées, réalisées et exploitées conformément aux données et plans joints à la demande d'autorisation... ». Le procès-verbal joint au présent rapport, en annexe 7, a été établi dans ce sens. Parallèlement, un rappel des prescriptions applicables doit être envisagé par la voie d'un arrêté préfectoral de mise en demeure pris en application de l'article L 514-1 du code de l'environnement. L'annexe 8 en propose une formulation.

Dans sa réponse du 26 juillet 2011 (Cf. annexe 3), l'exploitant cite d'autres dispositions dudit article 2.1.3 en identifiant que « si les déchets sont susceptibles de ne pouvoir être traités dans les 24 h au plus tard après leur arrivée par l'installation d'incinération, l'aire ou la fosse doit être close et devra être en dépression lors du fonctionnement des fours: l'air aspiré doit servir d'air de combustion afin de détruire les composés odorants ». Il considère que ces dispositions lui permettent d'organiser un stockage de déchets en dehors de la fosse. L'inspection des installations classées relève que ces dispositions ne traitent que de la prévention des odeurs susceptibles de se développer lors de stockages de longue durée. En tout état de cause, elles ne sont pas de nature à élargir le champ des prescriptions citées ci-avant pour permettre une mise en stock de déchets au-delà des fosses à déchets. L'inspection des installations classées estime opportun de renforcer les prescriptions actuelles en formalisant l'interdiction d'un stockage de déchets hors fosse. Le projet d'arrêté complémentaire de l'annexe 6 reprend cette interdiction.

En outre, il convient aussi de remarquer que le hall de manœuvre est protégé par une toiture disposée à une hauteur nettement inférieure à celle mise en place au droit des fosses. Lors de l'incendie, cette structure métallique, soumise aux flammes, a été endommagée jusqu'à remettre en cause sa stabilité. La menace d'un effondrement dans les premières heures de l'incendie a empêché les pompiers d'intervenir au sol. Cette situation a donc limité l'efficacité de la lutte contre l'incendie. L'extinction définitive de l'incendie n'a d'ailleurs été possible qu'après sécurisation de la structure qui a dû être en partie démontée pour permettre l'étalement et l'arrosage des déchets qui continuaient de se consumer dans les jours qui ont suivi l'incendie.

Ces différents aspects confirment l'incompatibilité du hall de manœuvre à stocker les déchets en attente d'incinération, dans de bonnes conditions de sécurité et l'interprétation erronée de l'exploitant de son autorisation préfectorale.

V-2 Moyens de prévention

Pour démontrer la conformité des installations aux exigences de son autorisation, l'exploitant a fourni des précisions sur la définition des zones à risques d'incendie et sur le repérage des zones faisant l'objet d'une détection. Il indique que l'absence d'une alarme au niveau du hall de réception se justifie en raison d'une présence humaine permanente en salle de contrôle. Il précise par ailleurs qu'il n'existe pas de zone de sécurité dite ATEX en faisant référence à une analyse que le bureau de contrôle SOCOTEC a réalisée en 2006. Dans ses propositions d'amélioration, l'exploitant prévoit d'engager une réflexion sur les équipements de détection afin d'anticiper tout risque de départ de feu dans les déchets.

Au regard des dispositions de l'article 7.8.5 de l'autorisation, les systèmes de détection ont vocation à informer rapidement le personnel. Dans le cas d'une présence humaine, ces dispositions sont donc aujourd'hui satisfaites. Cependant, l'inspection des installations classées considère que l'absence d'un réseau de détection incendie au niveau du hall de réception n'est plus acceptable. En effet, le retour d'expérience montre qu'un niveau de confiance élevé ne peut pas être accordé aux systèmes basés sur la seule présence humaine, susceptible de défaillances probables. Dès lors, il convient de renforcer cette orientation en supprimant la possibilité d'une surveillance humaine donnée actuellement par les prescriptions de l'article 7.11.6 de l'autorisation et donc de ne retenir que la possibilité de mettre en place un réseau de détection incendie en supprimant celle, plus large, de système de surveillance approprié qu'autorise également les prescriptions actuelles de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Pour ce qui concerne l'absence de zone dite de sécurité, l'inspection des installations classées n'émet pas de remarque particulière s'agissant d'une définition relevant de la responsabilité de l'exploitant comme le prévoit l'article 7.12.1 de l'autorisation.

Par contre, l'exploitant n'apporte pas d'élément sur le recoupage (découpage en zones distinctes) prévu à l'article 7.11.2 de l'autorisation par des éléments coupe-feu de manière à limiter les zones à risques d'incendie à une surface n'excédant pas 1000 m². L'inspection des installations classées propose que la transmission de tels justificatifs soit demandée à l'exploitant via une prescription spécifique du projet d'arrêté complémentaire objet de l'annexe 6.

V-3 Moyens de lutte contre l'incendie

Parmi les moyens de lutte contre l'incendie, l'établissement doit disposer de :

- canons à eau destinés à l'intervention en cas d'incendie au niveau des fosses à déchets (Cf. article 7.10.2 de l'autorisation) ;
- poteaux d'incendie destinés à la défense incendie extérieure et débitant pour l'un 120 m³/h et pour deux autres 60 m³/h (Cf. article 7.10.3 de l'autorisation) ;
- trappes de désenfumage, dans le quart supérieur des volumes, devant représenter 2% de la superficie des locaux à risques d'incendie ou 1% pour les autres zones (Cf. article 7.2 de l'autorisation) ;
- d'une capacité de rétention des eaux d'incendie d'au moins 240 m³ (Cf. article 3.11 de l'autorisation).

Chacun de ces aspects est commenté ci-après.

• Canons à eau

Deux canons à eau sont disposés de part et d'autre de la fosse. Le schéma de l'annexe 1 situe ces équipements. L'exploitant indique dans son rapport d'incident que la mise en service au moment de la détection du départ de feu des moyens internes tels que les canons à eau n'a pas permis de maîtriser l'incendie.

L'inspection des installations classées estime que la configuration du tas de déchets disposé en partie sur la zone de manœuvre et rassemblé sur une extrémité de la fosse n'a pas été propice à l'optimisation de ces moyens. L'un des canons en était éloigné alors que la disposition du second ne permettait pas une attaque directe de la face opposée du tas de déchets. En conséquence, il apparaît judicieux d'accentuer les prescriptions actuelles en imposant des conditions d'attaque d'un éventuel incendie par au moins deux moyens d'intervention distincts permettant d'atteindre, en tous points, les déchets contenus dans les fosses à déchets. Les dispositions de l'article 7.10.2 doivent être modifiées en conséquence. Le projet d'arrêté de l'annexe 6 prend en compte cet objectif.

• Poteaux d'incendie

Bien que le site dispose à proximité immédiate de poteaux d'incendie, un pompage supplémentaire à partir du canal a cependant été mis en place par les pompiers lors de leur intervention afin d'assurer un complément comme l'indique l'exploitant dans son rapport d'incident.

L'inspection des installations classées estime que la configuration de l'incendie associée aux non-conformités abordées par le présent rapport est de nature à expliquer la mise en œuvre de moyens inhabituels.

• Désenfumage

Dans sa réponse, l'exploitant indique que le hall de déchargement (zone 2) et les fosses à déchets (zones 3 et 4) font partie du même volume et qu'ils ne sont donc pas dissociés pour le désenfumage. Il indique qu'un contrôle des hypothèses de dimensionnement sera effectué. Cette présentation est confirmée par le plan définissant les zones à risques d'incendie que l'exploitant désigne comme étant l'ensemble du niveau zéro de l'intérieur des bâtiments.

Lors des visites, l'inspection des installations classées a constaté l'absence d'équipement de désenfumage au droit de la zone de manœuvre (zone 2). En effet, la toiture de cette zone est équipée de dômes translucides susceptibles de fondre en cas d'incendie mais leur ouverture n'est cependant pas manœuvrable manuellement depuis le sol comme l'impose l'article 7.2 précité. Dès lors, il convient de relever cette infraction par procès-verbal. L'annexe 7 intègre cet aspect. Il convient également de rappeler, par arrêté de mise en demeure, les prescriptions de l'article 7.2 pour ce qui concerne les dispositifs de désenfumage qui doivent représenter, compte tenu de l'assimilation de zone faite par l'exploitant, au moins 2 % de la surface couverte du hall de réception des déchets (zones 2, 3 et 4).

• Structures métalliques

Ainsi qu'il l'a été évoqué plus haut, l'action des flammes a engendré l'affaissement des structures métalliques de la zone de manœuvre. Cette situation a été de nature à participer au développement anormal de l'incendie et à compromettre les conditions d'intervention.

Elle apparaît donc contraire aux prescriptions de l'article 7.11.3 s'agissant d'une zone définie par l'exploitant comme étant à risques d'incendie. En effet, lors des constatations visuelles effectuées à l'occasion des visites d'inspection, il n'a pas été observé de protection spécifique destinée à la sauvegarde des structures métalliques. L'inspection des installations classées considère dès lors, qu'il s'agit d'une non-conformité donnant lieu à une infraction explicitée dans le procès-verbal de l'annexe 7 et devant faire l'objet d'un rappel conformément au projet d'arrêté de mise en demeure de l'annexe 8.

• **Rétention des eaux d'incendie**

Lors de l'incendie, les eaux d'extinction ont été dirigées, via le réseau de collecte des eaux pluviales, vers la fosse de rétention qui a été isolée du réseau d'assainissement. Compte tenu des volumes importants d'eau utilisés par les pompiers et pour éviter le débordement de cette capacité de rétention, une reprise des eaux d'extinction a été réalisée pour un transfert dans la fosse de réception des déchets.

L'inspection des installations classées note que la nécessité d'un délestage d'une partie des eaux d'extinction a été rendu nécessaire pour tenir compte des volumes d'eau mis en œuvre par les services d'intervention dans des conditions particulières. Ainsi, les hypothèses prises en compte pour le dimensionnement de la capacité de rétention ne paraissent devoir être remises en cause.



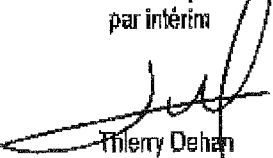
VI - CONCLUSIONS :

Compte tenu de ce qui précède, l'inspection des installations classées considère que des suites pénales doivent être données en ce qui concerne les non-conformités liées à la mise en stockage de déchets en dehors des fosses à déchets ainsi que pour ce qui est de l'absence de désenfumage de la zone de manœuvre et de protection des structures métalliques. L'annexe 7 constitue le procès-verbal d'infractions établi dans ce sens et transmis au procureur de la république.

L'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet que les obligations applicables et dont le non-respect a été constaté par l'inspection des installations classées soient également rappelées à l'exploitant conformément à l'article L 514-1 du code de l'environnement, par arrêté préfectoral de mise en demeure selon le projet joint en annexe 8.

Il convient également d'accentuer les prescriptions de l'autorisation pour ce qui concerne la gestion des déchets et les moyens de surveillance. De plus, l'inspection des installations classées estime utile qu'une vérification des mesures de sécurité susceptibles d'avoir été affectées par l'incendie soit réalisée.

En l'absence des éléments destinés à démontrer le respect des dispositions relatives au recoupement des zones à risques d'incendie à moins de 1000 m². L'inspection des installations classées propose également que leur transmission soit prescrite. L'annexe 6 constitue un projet d'arrêté complémentaire allant dans ce sens. Il devra être soumis à l'avis du CODERST conformément aux dispositions de l'article R 512-31 du code de l'environnement. L'inspection des installations classées propose aux membres du CODERST d'émettre un avis favorable sur ce projet d'arrêté. L'exploitant n'a pas émis de remarques sur ce projet qui lui a été communiqué.

Rédacteur	Validateur	Approbateur
L'inspecteur des installations classées	L'inspecteur des Installations classées	Pour le directeur et par délégation, le chef du service risques et sécurité par intérim
 Dominique Lolsil	 Manuel Vermuse	 Thierry Dehan

PREFET DE LA MARNE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement

REIMS, le

28 NOV. 2011

Unité territoriale de la Marne

Nos Réf. : SMI DL/DL n° D II 2011 989/APC-NRR
dominique.lolsil@developpement-durable.gouv.fr
Tél : 03.26.77.33.50 -- Fax : 03.26.97.81.30
Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement
Société REMIVAL

Rapport complémentaire au CODERST

I – Contexte

Par rapport du 2 novembre 2011, l'inspection des installations classées fait l'analyse du rapport d'accident transmis par la société REMIVAL suite à l'incendie du 3 juillet 2011 ayant, en partie, détruit les installations de l'incinérateur qu'elle exploite à Reims. Les suites qu'il convenait de retenir y étaient précisées. En particulier, un projet d'arrêté complémentaire destiné à accentuer le niveau des prescriptions actuelles de l'autorisation préfectorale d'autorisation y était proposé pour être soumis à l'avis du CODERST prévu le 17 novembre 2011.

Par lettre du 10 novembre 2011 jointe en annexe 1 au présent rapport, l'exploitant demande le report du passage en CODERST de cette affaire. Il évoque la réception tardive du courrier l'informant de la consultation de cette instance. Il indique également que les éléments complémentaires qu'il transmet à cette occasion n'ont pas pu être pris en compte par l'inspection des installations classées pour être intégrés aux propositions de prescriptions. Il ressort des remarques de l'exploitant que pour l'essentiel la limitation à 500 tonnes de la quantité de déchets en fosse doit être réexaminée compte tenu des nouvelles données fournies. Elles sont abordées ci-après.

II – Examen des compléments

Pour rappel, la limitation à 500 tonnes de déchets en fosse prévue par le projet de prescriptions complémentaires du 2 novembre 2011 était associée à l'importance de la quantité de déchets mise en cause dans l'incendie du 3 juillet dernier. En effet, l'exploitant avait notamment indiqué par oral lors des visites d'inspection, ainsi que lors des réunions de crise initiées par la préfecture, que la quantité de déchets présents le jour de l'accident était de l'ordre de 1000 tonnes. En tout état de cause, l'importance du stock regroupé sur une extrémité de la fosse et en partie constitué sur l'aire de manœuvre des véhicules sur une hauteur allant jusqu'à 17 m par rapport au fond de fosse, expliquait, au moins en partie, l'ampleur de l'incendie.

Dès lors, l'inspection des installations classées avait cherché à bâtir une limitation à partir des données fournies par l'exploitant. Outre la quantité de 1000 tonnes de déchets présents lors de la survenue de l'incendie le 3 juillet 2011 selon l'exploitant,

cette limitation tenait compte également :

- d'une durée de stockage n'excédant pas 48 h (données issues de la demande d'autorisation);
- d'un flux moyen de 250 t/j de déchets.

Toutefois, dans sa transmission du 10 novembre 2011 précitée, l'exploitant évoque pour ce qui concerne cette limitation, des difficultés d'exploitation afin de s'adapter à la variabilité des apports de déchets et permettre un fonctionnement continu utile à la fourniture d'énergie au réseau de chaleur. Il met en avant des variations ayant conduit, lors des 4 semaines précédant l'incendie, à une admission de déchets de l'ordre de 350 t/j les lundis et mardis. Cependant, il affirme que des quantités pouvant atteindre 450 t/j ont été rencontrées. Il cite les exemples des mois de janvier et mars de cette année.

Par ailleurs, à l'occasion d'une conversation téléphonique en date du 16 novembre 2011 avec les représentants des sociétés Véolia et Rémoval (après la transmission des éléments techniques demandant la révision des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral du 2 novembre 2011), il a été révélé qu'en fait une quantité plus importante de déchets était en stock le jour de l'incendie. Elle est finalement estimée à 2000 tonnes. Toutefois, il est à noter qu'une telle estimation n'a jamais été notifiée officiellement par l'exploitant, malgré les demandes répétées de l'inspection des installations classées.

En regard de ces nouveaux éléments, l'inspection des installations estime que la limitation du stock de déchets telle que proposée dans le rapport du 2 novembre 2011 peut être révisée à la hausse, tout en permettant d'éviter le renouvellement des conditions de stockage rencontrées le jour de l'incendie. La formulation de la modification proposée de l'article 2.1.3 du projet d'arrêté préfectoral du 2 novembre 2011 pourrait ainsi être retenue :

« La quantité de déchets présente dans les fosses de réception et de transfert ne doit pas excéder 900 tonnes. Le stockage de déchets hors fosse est interdit ». A noter qu'une telle quantité représente plus de 3 jours d'apport estimé à 250 t/j en moyenne.

Cependant, l'inspection des installations classées estime indispensable d'associer à cette augmentation de la quantité de déchets susceptible d'être présente des précautions supplémentaires ayant un caractère conservatoire en vue de tenir compte du retour d'expérience de l'accident du 3 juillet 2011. En effet, l'importance de la quantité de déchets conduit à renforcer la surveillance avec la mise en place d'une surveillance humaine pouvant prendre la forme de ronde et qui constituerait un dispositif complémentaire à la mise en place d'un réseau de détection incendie. La modification de l'article 7.11.6 deviendrait :

« Les locaux comportant des zones à risque d'incendie sont équipés d'un réseau de détection incendie. De manière complémentaire, l'exploitant met en place une surveillance humaine au niveau de la zone de réception et de stockage des déchets. Un relevé des constatations faites à l'occasion de cette surveillance fait l'objet d'un enregistrement. A minima, une fréquence horaire doit être mise en œuvre. »

Par ailleurs, pour tenir compte de la géométrie du tas susceptible de minimiser l'efficacité des moyens d'extinction, des équipements supplémentaires méritent d'être mis en place, notamment lorsque l'altitude des déchets dépasse le niveau haut de la fosse, de manière à permettre une attaque directe de toutes les faces du tas de déchets constitué. La modification de l'article 7.10.2 du projet pourrait ainsi être complétée par :

« En cas de stockage de déchets au dessus du niveau haut de la fosse destinée à la réception et au transfert des déchets, l'exploitant doit disposer de moyens d'extinction à eau additivée supplémentaires permettant l'attaque d'un éventuel incendie sur les faces non directement accessibles par les moyens disposés de part et d'autre de la fosse. »



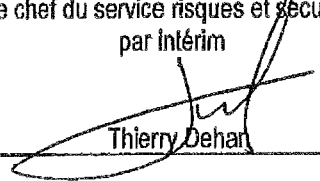
Il apparaît également utile de restreindre l'échéance de mise en œuvre de ces deux prescriptions conservatoires en retenant un délai n'excédant pas un mois, qui techniquement apparaît réaliste.

En outre, en regard des éléments nouveaux avancés par l'exploitant (présence de 2000 tonnes de déchets stockés et non de 1000 tonnes comme annoncé précédemment), l'inspection des installations classées estime que le rapport d'incident transmis par l'exploitant le 13 septembre 2011 est incomplet et ne répond pas aux exigences de l'article R512-69 du code de l'environnement. Dans ce cadre, l'inspection des installations classées estime qu'une mise à jour de ce rapport, incluant notamment une révision de l'étude de dangers du site démontrant le caractère acceptable des mesures conservatoires telles que proposées dans l'arrêté préfectoral complémentaire ci-joint, devra être réalisée. Le projet de prescriptions impose donc la remise d'une actualisation de l'analyse des risques en rapport avec une nouvelle définition des moyens de détection et d'intervention. Au besoin, la prise en compte des hypothèses et des conclusions pourra être étudiée afin de reconsidérer le dispositif réglementaire retenu.

III - Conclusions :

Compte tenu des nouvelles indications apportées par l'exploitant, l'inspection des installations classées propose, sous réserve de la confirmation de la part de l'exploitant de la quantité réellement présente lors de l'incendie du 3 juillet 2011, une nouvelle version du projet d'arrêté complémentaire jointe en annexe 2, qu'il convient de soumettre à l'avis du CODERST.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées précise que monsieur le procureur de la République sera informé de l'ensemble des nouveaux éléments du dossier et notamment en ce qui concerne la quantité réelle de déchets présents le jour de l'incendie.

Rédacteur	Valideur	Approbateur
L'inspecteur des Installations classées	L'inspecteur des installations classées	Pour le directeur et par délégation, le chef du service risques et sécurité par intérim
 Dominique Loisl	 Manuel Vermuse	 Thierry Dehan

